

Recherches sociographiques



Ronald RUDIN, *In Whose Interest? : Québec's Caisses populaires, 1900-1945*

Gaston Deschênes

Volume 32, numéro 1, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056588ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056588ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Deschênes, G. (1991). Compte rendu de [Ronald RUDIN, *In Whose Interest? : Québec's Caisses populaires, 1900-1945*]. *Recherches sociographiques*, 32(1), 102-105. <https://doi.org/10.7202/056588ar>

Mouvement Desjardins et qui faisaient partie d'un comité de lecture (p. ex., Paul-Émile Charron et René Croteau), etc. De plus, le livre de Pierre Poulin —qui deviendra un repère «incontournable» pour quiconque s'intéresse à l'histoire du Mouvement Desjardins— possède de nombreux autres atouts : style sobre, présentation aérée, photographies, annexes et tableaux fournissant des renseignements très utiles.

Finalement, soulignons que cette histoire «non romancée» du Mouvement Desjardins précède d'autres publications portant sur diverses étapes de l'évolution du mouvement. Comme le souligne son président, Claude Béland, dans la préface, ces études permettront, surtout, à l'approche du premier centenaire des caisses dites Desjardins, en l'an 2000, de rappeler «la contribution exceptionnelle d'Alphonse Desjardins à l'évolution de notre collectivité» et de mieux «éclairer la trame essentielle de l'histoire du Mouvement» instauré par le coopérateur lévisien. (P. 10.)

Michel BEAUCHAMP

*Département d'information et de communication,
Université Laval.*

Ronald RUDIN, *In Whose Interest?: Québec's Caisses populaires, 1900-1945*, Montréal, McGill/Queen's University Press, 1990, xxvii + 185 p.

En l'année 1990, qui a vu le 90^e anniversaire de la fondation des Caisses populaires, la publication du premier volume de leur histoire, la réalisation d'une mini-série pour la télévision et la sortie d'une bande dessinée sur Alphonse Desjardins, l'ouvrage de Ronald Rudin apparaîtra comme le pavé dans la mare, tellement il aborde le passé du Mouvement Desjardins sous un angle différent. L'auteur pose comme hypothèse que l'histoire des caisses de la première partie du vingtième siècle est celle de la lutte entre la petite bourgeoisie traditionnelle qui les a fondées et une «classe moyenne en formation» qui cherche à redéfinir la place de cette institution dans la société.

L'ouvrage se divise en deux parties de trois chapitres chacune. Le premier chapitre présente la fondation des caisses comme une contre-attaque de la petite bourgeoisie devant les changements sociaux au tournant du siècle. Le deuxième examine le sociétariat des caisses et son évolution ainsi que la représentativité des conseils d'administration. Le troisième expose comment les caisses ont investi «les épargnes du peuple»: prêts aux membres, prêts sur hypothèques, obligations et dépôts à la caisse centrale.

La seconde partie analyse trois thèmes sur lesquels la petite bourgeoisie et la nouvelle classe moyenne se seraient opposées: le regroupement des caisses en unions régionales et en fédération provinciale, phénomène que Rudin aborde sous l'angle de la centralisation (chap. 4), les relations avec les «étrangers» que sont les non-francophones et les non-catholiques (chap. 5), et finalement le rôle de l'État dans l'encadrement législatif, l'inspection et le crédit agricole (chap. 6).

La lecture du document provoque des sentiments partagés. On est d'abord séduit par une démarche qui se détache des études précédentes et plonge au cœur même des caisses populaires en cherchant à découvrir qui en faisait partie et comment se réalisèrent les projets du fondateur. Au milieu de l'exercice, l'étude des relations des caisses locales avec les structures du mouvement, les «étrangers» et l'État relance l'intérêt sur des pistes peu explorées. Lorsqu'on atteint la conclusion, un peu étourdi d'avoir parcouru, en moins de 150 pages, un demi-siècle d'un mouvement comptant près de 1 000 caisses au terme de la période, le doute s'installe, tellement la démonstration a semblé facile. Un simple détail en confondra plusieurs : le sénateur Vaillancourt se trouve associé au Pierre-Elliott Trudeau de *Cité libre* dans une même vision de la société libérale où l'État jouerait un rôle important dans un Québec sécularisé. Il serait un précurseur de la Révolution tranquille et un partisan de la déconfectionnalisation. (P. 122.) Le lecteur qui a le moins connu cet ancien gérant de la Fédération des caisses, homme très religieux, habitué des retraites à la villa Manrèse et profondément conservateur — même si ses amis libéraux l'ont successivement nommé conseiller législatif et sénateur —, se sentira peut-être parvenu au sommet d'un échafaudage dont les bases lui sembleront soudain fragiles.

Un examen de la structure portante de cette construction permet de découvrir certains points faibles, à commencer par la distribution des protagonistes dans des classes différentes. Prenons seulement les deux «fondateurs» dont on ébauche le profil social et la pensée en quelques lignes. D'abord Desjardins, fils de cultivateur, éduqué à l'école paroissiale et au cours commercial du Collège de Lévis, trop pauvre pour continuer au-delà d'une année de latin, militaire, journaliste, puis fonctionnaire. Et Vaillancourt, fils d'un médecin politicien, pensionnaire à Saint-Louis-de-Gonzague, formé au cours commercial et au cours classique — terminé en catastrophe à cause du décès de son père —, peu de temps journaliste, chômeur et finalement fonctionnaire. Voilà deux profils qui se ressemblent étrangement, et, pourtant, Rudin assimile Desjardins à la petite bourgeoisie traditionnelle, tandis que Vaillancourt serait le prototype de la nouvelle classe moyenne. Après avoir omis de mentionner le cours classique de Vaillancourt, l'auteur soutient que sa formation (traduction) «était différente de celle qu'avaient ceux qui accédaient aux professions libérales» et qu'il était «préparé pour les affaires ou la fonction publique». N'est-ce pas plutôt le portrait de Desjardins ?

On dépeint ainsi quelques dirigeants qui appartiendraient plutôt à la classe moyenne qu'à la petite bourgeoisie en raison de leur formation : Laurent Létourneau est un dirigeant de haut niveau qui a effectivement travaillé pour la Banque nationale après son cours commercial ; Gérard Filion est un administrateur d'union régionale, qui a fait les Hautes études commerciales et qui s'oppose à Poirier et à Guérin, deux notaires sécessionnistes de Montréal ; Jacques Perreault, que Filion aide à faire élire pour remplacer Poirier, est un avocat. Qu'à cela ne tienne : il *pense* comme Vaillancourt, ce qui lui vaut la classe moyenne, tout comme deux employés de la fédération, anonymes, qui sont évidemment en faveur du pouvoir central. Est-ce avec cette poignée de fidèles que Vaillancourt impose sa loi durant deux décennies ? Si l'hypothèse de Rudin doit être vérifiée, ne serait-ce pas en décrivant la composition sociale des conseils d'administration de la fédération et des unions régionales ? Rien de tel n'est seulement esquissé.

L'auteur fait une large place au schisme qui a marqué le mouvement en 1945, lorsque neuf caisses montréalaises (sur un total de neuf cents) ont quitté la fédération créée en 1932. Cet événement a longtemps été tabou. Ses causes étaient nébuleuses. Rudin l'explique avec aisance : c'est un épisode du débat sur la centralisation qui oppose deux classes sociales dans

une lutte pour le pouvoir. Peu importe que l'un des rares acteurs de l'événement à se montrer loquace sur la question, Gérard Filion, ait invoqué certains conflits de personnalités teintés de politique et de chauvinisme régional. Peu importe aussi que les belligérants aient changé d'idée selon que la centralisation favorisait ou non leur région.

Dans le chapitre sur la centralisation et dans plusieurs autres parties de son ouvrage, Rudin met en contradiction la pensée de Desjardins et les actions de ses successeurs à la direction du mouvement. Au sujet de la centralisation, il ne convainc pas lorsqu'il avance que l'héritage du fondateur était ambigu. Il n'y avait pas d'incompatibilité entre l'autonomie des caisses et l'existence d'une fédération dont Desjardins souhaitait ardemment la fondation. De même, l'entrée des caisses dans le domaine de l'assurance était peut-être une incursion en dehors des activités habituelles, mais le fondateur, tout petit-bourgeois qu'il fût, l'avait aussi planifiée. Si l'on a donné à la Société d'assurance des caisses populaires la forme d'une compagnie mutuelle d'assurances, est-ce à dire que Vaillancourt n'a pas cherché à obtenir que la Loi des syndicats coopératifs soit amendée pour permettre de créer une coopérative d'assurance? C'est trop facile d'écrire qu'il n'avait qu'à le demander à son ami Godbout. Enfin, Rudin pose un jugement étrange lorsqu'il termine cette revue des attitudes centralisatrices de Vaillancourt en concluant que les caisses populaires (traduction) «entrèrent dans l'après-guerre difficilement reconnaissables comme la contrepartie que Desjardins voulait donner au capitalisme monopolistique». (P. 103.) Au-delà des ressemblances inévitables entre les institutions financières et les attitudes contestables de certains dirigeants, il existe tout de même des différences de fond, encore aujourd'hui, entre le mouvement Desjardins et Power Corporation...

Pour être en mesure de comparer le rêve et la réalité, on aurait souhaité une analyse plus développée de la pensée de Desjardins. À lire Rudin, on croirait qu'il voulait réunir les plus pauvres éléments de la société pour qu'ils puissent administrer des caisses qui se consacraient quasi exclusivement à prêter aux plus démunis d'entre eux. Il est évidemment plus facile ensuite de démontrer que les rêves ne se sont pas concrétisés. L'objectif du fondateur était plus nuancé et il ne faudrait pas toujours prendre à la lettre ses plaidoyers devant des parlementaires souvent acquis aux pressions des banquiers et des commerçants. Probablement peu familier avec les typologies marxistes, il s'adressait aux «classes laborieuses», catégorie dont les frontières peuvent souffrir toutes les interprétations.

S'il avait voulu privilégier les plus défavorisés de la société, il n'aurait pas placé le seuil aussi haut. Réalise-t-on que la part sociale n'a pas changé depuis quatre-vingt-dix ans? Pour le nouveau membre, une part de 5 \$ est aujourd'hui une formalité dont la valeur est loin d'égaliser les coûts reliés aux formules et aux procédures d'entrée. En la fixant à ce montant en 1900, Desjardins savait bien qu'il ne faisait pas de cadeau puisqu'il permettait de l'acquitter par des versements mensuels de 10 ¢. Combien de cols bleus donneraient aujourd'hui une semaine de paye pour faire partie d'une caisse?

Or, en dépit de cet obstacle, le portrait social de la caisse de Lévis, pour ne prendre qu'une des cinq caisses étudiées par Rudin, n'est pas très différent de celui de la population de la ville, surtout à la fin de la période étudiée: nettement surreprésentés au départ, les professionnels et les petites gens d'affaires le sont beaucoup moins en 1945. L'auteur ne s'attarde pas à expliquer cette évolution. Les statistiques qu'il donne supportent mal son évaluation selon laquelle les cinq caisses ont comme commun dénominateur d'avoir attiré les plus nantis de la société et le titre choc qu'il utilise pour coiffer son chapitre («A movement without the masses») tient plus du slogan que de l'analyse.

Faudrait-il d'ailleurs s'étonner si le coopérateur type appartenait à une couche sociale plus élevée que le citoyen moyen? Desjardins visait d'abord une coopérative d'épargne, et c'était surtout en suscitant le goût de l'épargne qu'il souhaitait combattre l'usure. La caisse ne pouvait vraiment intéresser que le citoyen qui avait des sous en trop, alors qu'une coopérative de consommation, par exemple, devrait attirer plus facilement toute personne qui consomme. Il en va de même pour le prêt. Rudin écrit que les fonds devaient être prêtés (traduction) «d'abord aux éléments les plus pauvres» (p. 54) et même «seulement aux membres les plus démunis de la communauté» (p. 71). Cette présentation du rôle des caisses sert peut-être les fins de la démonstration, mais est-elle fidèle? Elles offraient les meilleurs taux sur le marché durant toute la période examinée (p. 42), et rien dans l'étude ne démontre que les commissions de crédit ont adopté des pratiques discriminatoires à l'égard des plus défavorisés. L'auteur examine la répartition des prêts effectués à Lévis de 1912 à 1945 selon leur valeur (en dollars de 1925) pour conclure au déclin de ceux de moins de 100\$. En réalité, ceux-ci *augmentent* jusqu'en 1935 et ceux de plus de 500\$ *diminuent*. C'est seulement après la guerre que la répartition des prêts selon leur valeur change vraiment. Qu'est-ce que cela prouve d'autre qu'une hausse du niveau de la vie et des besoins? -

Le fait est que les caisses populaires ont obtenu plus de succès que prévu en matière d'épargne au point où elles eurent souvent beaucoup plus d'argent qu'il n'en fallait pour répondre à la demande des emprunteurs, même avec les meilleurs taux sur le marché et même en ouvrant des champs d'activités, comme le prêt sur hypothèque, que les banques n'occupaient pas, de sorte qu'elles ont pu traverser la Crise, se donner des structures assurant la stabilité et la sécurité, entrer ensuite dans des secteurs comme l'assurance (avec la Société d'assurance des caisses populaires en 1944 et l'Assurance-vie Desjardins en 1948), qui ont permis aux Québécois de conserver une part importante de ce marché. Dans son désir bien légitime de se démarquer des ouvrages trop hagiographiques, Rudin ne s'intéresse pas à ce genre de conclusions qui découlent pourtant de ses recherches. Son ouvrage est significatif et original, comme l'ont déjà souligné certains critiques, mais, à plusieurs endroits, il demande la foi. Il représente le retour du balancier et devrait forcer les rédacteurs de la synthèse entreprise cette année à beaucoup de rigueur et d'indépendance d'esprit.

Gaston DESCHÊNES

Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

Chantal MAILLÉ, *Les Québécoises et la conquête du pouvoir politique : enquête sur l'émergence d'une élite politique féminine au Québec*, Montréal, Saint-Martin, 1990, 194 p. («Femmes».)

Dans *Les Québécoises et la conquête du pouvoir politique*, Chantal Maillé cherche à mettre au jour les conditions qui ont permis l'émergence d'une élite politique féminine au Québec. Pour cela, elle interroge dix-neuf femmes autrefois élues ou présentement au pouvoir, tant au municipal (Rassemblement des citoyens de Montréal et Parti civique de Montréal) qu'au provincial (Parti libéral du Québec et Parti québécois).